

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale St-Vincent

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XI^e siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris dans la liste des bâtiments classés au patrimoine culturel immobilier de Wallonie — qu'il convient d'entretenir régulièrement... Aujourd'hui, les autorités communales prévoient 72.235€ de travaux à l'intérieur de l'édifice.

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mission requiert l'expertise des services de l'archéologie du



« Une campagne de fouilles



La bourgmestre Fabienne Winckel (r-s) annonce la teneur des travaux. © D.R.

La Libre BELGIQUE

DH LES SPORTS+

ACTV ANTENNE CENTRE TELEVISION

LA GAZETTE NOUVELLE

LE SOIR

RUGBY - D1

Soignies conserve son brevet d'invincibilité au terme d'un Clasico âprement disputé

Soignies a longtemps couru derrière le score dans le derby contre Frameries. Menés à la pause, les Carriers ont progressivement pris le jeu à leur compte pour finalement s'imposer en patron.

Les CPAS en difficulté pour encaisser l'impact de la réforme du chômage

MONS-CENTRE

Si des compensations fédérales sont prévues, il faut encore composer avec les exigences



con den CRA mar

Revue de presse du vendredi 08 mai 2026

ROMAIN SCHREVEVS

Bis repetita pour les Verts qui remportent le Clasico alors qu'ils étaient menés au score à la pause, comme au match aller. Après deux mois de trêve, les Carriers ont entraîné à enclencher le turbo: «Nous avons changé pas mal de choses donc il fallait du temps pour se mettre au diapason. Il y a encore



pas spécialement inquiet. Il y avait une vraie sérénité dans le groupe. Nos adversaires étaient un peu fébriles par moments. Ça nous a permis d'obtenir plusieurs pénalités pour revenir au score.» Leaders avec huit points d'avance sur leur deuxième, les Carriers semblent en bonne voie pour terminer la saison la première place et accueillir une demi-finale

zone. Elle inquiète les demandeurs d'emploi de longue durée qui vont se trouver exclus, tout comme les CPAS qui s'attendent à voir affluer les demandeurs d'aide sociale.

La première phase de la réforme entre en vigueur au mois de janvier 2026. Le gouvernement fédéral a bien promis des compensa-

DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

dant d'une part à devoir gérer un plus grand nombre de dossiers avec la réforme du chômage et comptant d'autre part sur des aides financières du fédéral, le CPAS de Frameries a demandé au CRAC l'autorisation d'engager du person-



Ca s'annonce compliqué pour les CPAS... © D.R.

Qua prés chai nées: gou pas prov pas tion

DH | **LES**
SPORTS⁺

La fracture s'approfondit entre les anciens partis frères

POLITIQUE

Les familles politiques, qui historiquement pouvaient s'appuyer l'une sur l'autre pour voter, apparaissent de plus en plus éloignées.

Frédéric De Gucht a déterré la hache de guerre contre Georges-Louis Bouchez. Le président d'Anders a acheté les noms de domaine liés à "MR Vlaanderen" — une boutade en apparence, mais au fond une manœuvre pour compliquer l'expansion du MR en terres flamandes, projet cher au Montois. Ce dernier n'a pas réagi officiellement. En interne, on nous indique que le parti gardera son URL "MR.be", sur laquelle pourrait se développer un volet flamand. Au-delà de l'anecdote technique, cette séquence révèle l'ampleur du fossé entre les deux formations.

Lors de l'émission *Villa Politica*, De Gucht a pourtant assuré que MR et Anders formaient encore "une grande famille politique". Les coups échangés entre les deux camps ra-

content une autre histoire. Depuis l'opposition, l'ex-ministre Vincent Van Quickenborne (Anders) passe son temps à flinguer la taxe sur les plus-values pour faire passer le MR pour une formation de gauche. Bouchez, en retour, accuse la Vivaldi, dont le Premier ministre était issu d'Anders, de tous les maux actuels.

■ Alignés, mais

Bien que dans une situation similaire, PS et Vooruit entretiennent une relation en apparence plus mesurée. Depuis l'opposition, le PS veille à ce que ses critiques de l'Arizona n'éclaboussent pas son homologue flamand. Pour accepter que leur parti frère soit dans une majorité qu'ils conspuent, les socialistes francophones répètent que sans Vooruit au pouvoir, le gouverne-

ment De Wever pencherait bien plus à droite.

Dans les votes, toutefois, la scission est très claire. Rares sont les fois où PS et Vooruit votent ensemble. Dernier exemple en date: le renvoi de la loi-programme, obtenu grâce au PS, au grand dam de Vooruit.

Une certaine fraternité demeure néanmoins. Les présidents Paul Magnette et Conner Rousseau se sont rendus ensemble en Espagne pour le congrès du PES, et défendent des positions communes sur la taxation des plus riches, les mutuelles ou la protection des travailleurs. Au siège du boulevard de l'Empereur, la communication est loin d'être coupée. "Pendant les négociations, Anders recevait les notes de travail de l'Arizona via le PS, qui les recevait de Vooruit", se souvient un habitué de la rue de la Loi.

■ Liens distendus

Entre les héritiers de la famille sociale-chrétienne, les liens sont nette-

ment plus distendus. Les chefs de cabinet s'entendent bien sur le plan humain, mais cela ne suffit pas à créer un alignement politique en kern. Les deux partis partagent encore un "ADN humaniste", mais se sont éloignés sur le plan programmatique.

Le CD&V est plus conservateur sur les questions éthiques, plus à gauche sur le social et Gaza. Les Engagés défendent une ligne entrepreneuriale proche du libéralisme.

Un moment de tension est apparu en juin 2024, lorsque Les Engagés ont quitté le PPE au niveau européen, alors que le CD&V y est resté. Le départ a laissé des traces.

Ecolo et Groen, eux, parviennent encore à travailler ensemble mais uniquement à la Chambre. À Bruxelles, le premier est dans l'opposition tandis que le second est au pouvoir.

Quant au PTB, parti unitaire et centralisé, il échappe à ces divergences communautaires... mais a d'autres soucis internes.

La découverte de la crypte appelle d'autres fouilles

HORNU

Une crypte a été découverte lors d'un chantier dans le centre d'Hornu. La ministre Lescrenier annonce d'autres fouilles

La découverte avait déjà marqué les esprits à Hornu. Mais l'histoire du mausolée souterrain de la famille De Gorge est loin d'être terminée. Interrogée par le député Guillaume Soupart, la ministre wallonne du Patrimoine Valérie Lescrenier confirme que de nouvelles fouilles doivent encore être menées dans les prochaines semaines. Surtout, elle assure que le monument sera conservé.

Dans sa question écrite, le député s'inquiète de la suite réservée à cette découverte archéologique réalisée dans le cadre du chantier de réaménagement du centre d'Hornu, sur le site de l'ancien cimetière paroissial de l'église Saint-Martin. *“Des fouilles complémentaires sont-elles envisagées?”*, demande notamment Guillaume Soupart. Le parlementaire voulait également savoir *“comment l'Agence wallonne du patrimoine compte coordonner les travaux archéologiques avec le chantier d'infrastructures en cours”* et si *“des mesures quant à la préservation de ce patrimoine pourraient être prises”*.

Pour rappel, c'est en octobre 2025 que les ouvriers tombent sur une structure souterraine d'abord identifiée comme une simple cave. Rapidement, les équipes de l'Agence wallonne du patrimoine comprennent qu'il s'agit en réalité d'une crypte funéraire. Des recherches dans les archives du Grand-Hornu et de la paroisse Saint-Martin permettront ensuite

d'identifier le lieu comme étant le premier mausolée de la famille De Gorge, ancienne propriétaire du charbonnage du Grand-Hornu au XIX^e siècle.

Dans sa réponse, la ministre rappelle qu'une première campagne de fouilles a déjà été menée les 16, 17 et 18 mars derniers. Celle-ci a permis de mettre au jour *un monument remarquable comprenant une coupole souterraine donnant sur treize caveaux périphériques et un escalier d'accès reliant la crypte à une chapelle en surface”*.

Mais il restait du travail. *“L'organisation du chantier n'a pas permis la fouille de la plus grande partie de la chapelle”*, indique la ministre Valérie Lescrenier. *“Une intervention supplémentaire est prévue dans les prochaines semaines, lorsque les conditions d'accès le permettront. La date de cette intervention reste à déterminer en concertation avec la Commune de Boussu et l'entreprise.”*

Autre élément important du dossier: la crypte sera préservée. *“Compte tenu de l'intérêt patrimonial du monument, notamment en raison de son lien direct avec le site inscrit au patrimoine mondial du Grand-Hornu, il a été décidé que le mausolée serait remblayé et conservé, et non détruit”*, annonce la ministre.

Enfin, l'ensemble des opérations archéologiques réalisées dans le cadre du chantier fera l'objet d'un rapport final transmis à la commune de Boussu à l'issue des travaux.

Toucher à l'action sociale, c'est la mettre en danger

HAINAUT

David Lavaux (Les Engagés) plaide pour le maintien de l'action sociale tel qu'elle est organisée... malgré la réforme

En Wallonie, aucune province ne fait mieux que le Hainaut en matière d'action sociale." En charge de cette compétence, le député provincial David Lavaux (Les Engagés) présente comme un péril un démantèlement de ce dispositif. "Sur le terrain, ce sont 99 services de proximité qui s'investissent dans l'inclusion, l'emploi, l'accueil en journée, l'hébergement adapté. Ce sont aussi douze écoles spécialisées dispersées sur le territoire et près de 2500 agents mobilisés au quotidien."

Personnes en situation de handicap et ceux qui éprouvent des difficultés psychologiques ou psychosociales sont accompagnés parfois toute leur vie: d'avant la naissance au diagnostic jusqu'au décès. "La construction de notre dispositif a commencé en 1920 avec l'école des estropiés de Charleroi devenue école clinique. À Charleroi et en Thudinie, trois de nos six autres IMP sont actifs. Près de mille agents provinciaux y sont occupés." Avec les difficultés que

le vieillissement de la population provoque.

Alors que la réforme des provinces est engagée, les moyens du Hainaut semblent difficilement transférables: non seulement en raison de la mutualisation des financements qui proviennent à la fois de la Fédération (Enseignement) et de la Région wallonne (Santé), mais aussi compte tenu de l'architecture du dispositif et de son échelle géographique. "Réduire la taille du territoire mettrait en péril certaines institutions", analyse le mandataire. "Alors qu'un cloisonnement ou un découpage de ces composantes serait de nature à casser la continuité des soins et des services, une privatisation pourrait mettre en danger les capacités d'accueil pour les citoyens hennuyers." Le service du Hainaut profite aux Belges, alors que le privé vise souvent le public français, plus rentable. En dehors de ses propres structures, la province opère aussi des services à domicile.

Didier Albin



LA LOUVIÈRE

Un conducteur flashé à 107 km/h !

Les contrôles de vitesse menés par la police de La Louvière en avril ont permis de contrôler 21.626 véhicules. Au total, 430 infractions ont été constatées.

La lutte contre la vitesse excessive reste une priorité pour la police, qui a intensifié ses contrôles durant le mois d'avril.

Au total, 21.626 véhicules ont été contrôlés. Ces opé-

rations ont donné lieu à 430 procès-verbaux, dont cinq entraîneront un retrait de permis de conduire. La vitesse la plus élevée relevée a atteint 107 km/h, enregistrée à la rue de Bray.

Plusieurs axes ont fait l'objet de contrôles, notamment la rue de Bray, la rue des Chasseurs et la rue Balasse.

LA LOUVIÈRE

« Sur 551 conducteurs, 11 étaient alcoolisés » : la police dresse le bilan du contrôle routier

La police de La Louvière a mené plusieurs contrôles ces derniers jours. Sur 551 conducteurs testés, 11 étaient positifs à l'alcool.

Plusieurs contrôles routiers ont été menés ces derniers jours par l'Unité de Mobilité et de Sécurité Routière à La Louvière, notamment chaussée de Mons, boulevard Michel Debaucque, rue de la Déportation et rue Gustave Boël.

Au total, 551 conducteurs ont été soumis à un test d'alcoolémie. Parmi eux, 540 étaient négatifs et 11 positifs. Ces contrôles ont entraîné plusieurs mesures : deux permis de conduire ont été retirés pour six heures et deux autres pour trois heures en raison d'une conduite sous influence d'alcool.

Les policiers ont également dressé deux procès-verbaux pour défaut d'assurance, avec saisie des véhicules concernés. D'autres infractions ont été relevées, notamment pour contrôle technique périmé, défaut de permis de conduire, usage du GSM au volant, non-port de la ceinture de sécurité ou encore défaut d'immatriculation.

Par ailleurs, 25 sanctions administratives communales (SAC) ont été infligées pour des infractions liées au stationnement.

La police rappelle que la sécurité routière reste une priorité dans le cadre de son plan zonal. ■

Le recyparc est fermé toute la journée

Le recyparc d'Estinnes est fermé ce jeudi 7 mai en raison de travaux et rouvrira dès demain. En parallèle, Hygea rappelle qu'un outil permet de vérifier le remplissage des conteneurs avant de se déplacer.

Le recyparc d'Estinnes est temporairement fermé ce jeudi 7 mai 2026 durant toute la journée.

Cette fermeture est liée à des travaux d'amélioration des infrastructures. Des tranchées doivent être réalisées pour permettre le passage de câbles destinés à l'alimentation des compacteurs pour les papiers et cartons. Le site rouvrira dès le vendredi 8 mai, aux horaires habituels, de 9h à 17h.

En attendant, la commune invite les usagers à se rendre, si nécessaire, dans un autre recyparc ouvert.

VÉRIFIER AVANT DE SE DÉPLACER

De son côté, Hygea rappelle qu'un outil permet de vérifier l'état de remplissage des conteneurs avant de se rendre dans un recyparc.

Depuis avril 2023, les citoyens peuvent consulter une carte interactive accessible via le site internet d'Hygea. En encodant leur code postal et en sélectionnant un recyparc, ils peuvent visualiser le niveau de remplissage de certains conteneurs. Quatre types de déchets sont actuellement suivis : les encombrants, les déchets



Vous n'aurez pas accès aux conteneurs de toute la journée. © Commune d'Estinnes

inertes, le bois et les déchets verts.

Le système repose sur un code couleur simple : vert pour un conteneur peu rempli, jaune à mi-capacité et rouge lorsqu'il est presque plein ou complet. Des pourcentages accom-

pagent également ces indications. Les données sont relevées trois fois par jour par les préposés, via des QR codes apposés sur les conteneurs. Hygea précise toutefois que ces informations restent indicatives, la situation pouvant évoluer rapi-

dement selon l'affluence. L'objectif est de limiter les déplacements inutiles et d'améliorer les conditions sur place, notamment en réduisant les tensions liées à des conteneurs déjà pleins à l'arrivée des usagers. ■

UNE ESTINNOISE A REÇU TROIS MAILS DU SOI-DISANT **SPF FINANCES** !

Marianne, habitante d'Estinnes, a reçu plusieurs faux mails au nom du SPF Finances qui lui faisaient miroiter un remboursement de plus de 800 euros. Elle a rapidement flairé l'arnaque. Elle explique...

JOHANNE TINCK

Depuis plusieurs jours, le SPF Finances met en garde contre une vaste campagne de phishing utilisant frauduleusement son nom. SMS et courriels frauduleux se multiplient, promettant tantôt un remboursement alléchant, tantôt réclamant des paiements impayés. À Estinnes, Marianne, 58 ans, a elle aussi reçu plusieurs de ces faux messages, sans toutefois tomber dans le piège. « Je suis sûre que le SPF Finances n'envoie pas de mails

comme ça », lâche d'emblée l'Estinnoise. Deux des messages reçus ont d'ailleurs été directement classés dans ses courriers indésirables. Mais un troisième, reçu le 24 avril, a éveillé sa curiosité. « Je l'ai ouvert pour voir ce qu'ils racontaient. Pour obtenir le remboursement, il fallait suivre trois étapes indiquées dans le mail. Évidemment, j'ai bien ri car ils annonçaient un montant très accrocheur, plus de 800 euros. » Comme beaucoup d'autres citoyens, Marianne comprend cependant que certaines personnes puissent se



Marianne a reçu trois faux mails du SPF Finances © DR

faire piéger. Les messages sont souvent rédigés de manière convaincante et jouent sur l'espoir d'un remboursement rapide ou sur la crainte d'une dette à régulariser. « Je comprends que certaines personnes se fassent avoir, mais avec tout ce qu'on nous répète dans les médias, jamais je ne me laisserai avoir », ajoute-t-elle.

APRÈS LES SMS, LES MAILS !

Le SPF Finances confirme actuellement l'existence d'une

campagne de fraude de grande ampleur. Après une première vague de faux SMS évoquant des montants impayés, les escrocs utilisent désormais aussi les e-mails. Certains annoncent de prétendus remboursements avec des montants précis et une référence commençant parfois par « ZB ». Tous ces messages ont un point commun : ils invitent la victime à cliquer sur un lien menant vers un faux site internet destiné à récupérer des données per-

sonnelles ou bancaires. Face à cette recrudescence d'arnaques, les autorités appellent à la vigilance. Le SPF Finances rappelle qu'il est essentiel de vérifier l'origine des messages reçus et de se méfier des demandes urgentes ou inhabituelles. Quelques réflexes simples permettent d'éviter les mauvaises surprises : ne jamais cliquer sur un lien suspect et ne jamais communiquer ses données personnelles ou bancaires. Il est aussi préférable de supprimer immédiatement ce type de message. Les citoyens qui reçoivent un courriel douteux peuvent le transférer à l'adresse spect@safeonweb.be afin de le signaler. En cas de doute, il est également conseillé de contacter son expert-comptable ou un professionnel de confiance avant d'effectuer la moindre démarche.

Michael Leclercq, expert-comptable, met en garde contre les faux mails du SPF Finances

SMS inquiétants, mails d'amendes fiscales ou appels insistants : les tentatives de phishing au nom du SPF Finances se multiplient. À Gozée, un expert-comptable met en garde et dit comment se prémunir de ce type de fraude.

MARINE GIACOMETTI

Depuis plusieurs semaines, de nombreux citoyens reçoivent des messages frauduleux usurpant l'identité du SPF Finances. La dernière campagne en date passe notamment par des SMS envoyés via le numéro 8850, demandant de régler de prétendus frais impayés via un lien internet. Dans la région de Charleroi aussi, les comptables voient les inquiétudes

grimper. Chez Ficalex, à Gozée, Michael Leclercq, expert-comptable fiscaliste interne, explique être de temps en temps contacté par des clients après la réception de mails suspects. « Généralement, ces derniers temps, ce sont des mails qui expliquent que la déclaration fiscale a été déposée en retard et qu'une amende de 50 euros a été infligée », détaille-t-il.

DES ARNAQUES DE MIEUX EN MIEUX FAITES

Le professionnel constate surtout une évolution inquiétante : les faux messages deviennent de plus en plus crédibles. « Avant, on conseillait de regarder les fautes d'orthographe ou la

qualité du logo. Mais aujourd'hui, il faut reconnaître que c'est très bien réalisé. La présentation, la typographie, le logo du SPF Finances... tout est de mieux en mieux copié », explique-t-il. Selon lui, le meilleur réflexe reste désormais de vérifier attentivement l'adresse de l'expéditeur. Le SPF Finances rappelle d'ailleurs que ses adresses officielles utilisent uniquement les extensions @minfin.fed.be et @news.minfin.fed.be.

Heureusement, dans plusieurs cas, les clients préfèrent prendre contact avec leur comptable avant de payer. « Comme nous sommes mandatés pour introduire leurs déclarations



L'expert-comptable alerte sur les risques. © D.R./Photonews

fiscales, ils nous appellent directement pour savoir si c'est vrai », poursuit Michael. « Et nous pouvons leur confirmer que tout a été déposé dans les temps. » À sa connaissance, aucun client du cabinet ne se serait fait piéger jusqu'à présent, même s'il reconnaît que certaines victimes n'osent pas toujours en parler.

GARDER SON CALME

Le SPF Finances insiste également sur plusieurs signaux d'alerte : demande

urgente de paiement, remboursement inattendu, menace d'amende ou encore demande de données bancaires confidentielles. Les paiements officiels se font uniquement via MyMinfin, dans un infocenter ou sur un compte bancaire officiel commençant par « BEXX 6792 ». Le conseil reste donc simple : ne jamais cliquer dans la précipitation et vérifier l'information auprès d'une source officielle ou de son comptable avant toute démarche. ■

Les Apéros Brainois font leur retour au Champ de la Lune à Braine-le-Comte

Jérémy, le patron de l'AfterWork et John relance les Apéros Brainois « au milieu des arbres décorés de guirlandes lumineuses » au Champs de la Lune à Braine-le-Comte, le vendredi 8 mai à partir de 17 heures.

Les deux organisateurs sont des Brainois de pure souche. Jérémy et John voulaient proposer un événement pour les Brainois par des Brainois, et l'idée de créer ces apéros leur est venue en participant à ceux organisés dans d'autres villes de la région du Centre. Les Apéros Brainois font leur retour ce vendredi 8 mai à Braine-le-Comte. L'événement se tiendra dès 17h au Champ de la Lune, rue d'Horrués.

UN CADRE MAGIQUE...

Cette édition marque le lancement de la saison extérieure. Le rendez-vous se veut un moment de détente après le travail, à partager entre collègues ou entre amis.

Pas de déchets par terre, un espace vert et des palettes en bois. « Dans ces apéros extérieurs, nous voulons promouvoir un mode 'green' » explique l'organisateur, en ajoutant, « Nous serons au milieu



Jérémy, le patron de l'AfterWork et John relance les Apéros Brainois au Champ de la Lune à Braine-le-Comte. © Mathias Soupart

des arbres décorés de guirlandes lumineuses, nous allons installer des transats, des palettes en bois pour s'asseoir et certaines serviront à créer une scène.» Au programme, un bar éphémère proposera des cocktails, tandis qu'une ambiance musicale accompagnera la soirée. « Dj Maltik sera aux manettes », précise John. De quoi manger sera également disponible sur place. L'événement prévoit aussi quelques animations pour

cette ouverture de saison. D'ailleurs, l'entrée est totalement gratuite. Malheureusement, le site a une capacité de maximum 600 personnes. Donc si celle-ci est dépassée, les gérants devront sûrement fermer les entrées. ■

A.C.

À noter : Pour plus d'informations, rendez-vous sur la page Facebook de l'événement, « Les Apéros Brainois ». L'événement aura donc lieu le vendredi 8 mai à la rue d'Horrués 53B à Braine-le-Comte.

Le Marché fleuri revient les 9 et 10 mai en centre-ville

Le Marché fleuri fait son retour les 9 et 10 mai à La Louvière. Fleurs, plantes et plants de potager seront proposés sur la place Communale et le boulevard Mairaux.

Le Marché fleuri revient à La Louvière les 9 et 10 mai 2026. L'événement se tiendra de 8h à 18h sur la place Communale et le boulevard Mairaux. Durant ces deux jours, les vi-

siteurs pourront retrouver un large choix de fleurs et de plantes, notamment des fleurs de balcon, des plantes à massifs, des vivaces, des orchidées, des fleurs coupées et des arbustes.

Des plants pour le potager seront également proposés, avec des légumes, des fruits et des aromatiques issus de la Ferme Delsamme (CPAS de La Louvière).



Des fleurs de toutes les couleurs. © Pexels illustration

Soignies met le cap sur le commerce équitable ce samedi 9 mai

À l'occasion de la Journée mondiale du commerce équitable, la Ville de Soignies invite les citoyens à se rassembler ce samedi 9 mai 2026 pour une matinée placée sous le signe de la découverte, du partage et de l'engagement. L'événement se tiendra de 9h à 13h sur la place Van Zeeland.

Durant toute la matinée, un véritable village du commerce équitable prendra place au cœur de la cité. Producteurs locaux, artisans, associations et partenaires engagés de la région iront à la rencontre du public pour faire découvrir leurs savoir-faire et proposer une sélection de produits locaux et équitables. La liste complète des producteurs participants est à retrouver sur le site offi-



Producteurs locaux, associations et artisans seront présents. © Ph. News

ciel de la Ville de Soignies (www.soignies.be).

Au programme : dégustations, café équitable offert, animations ludiques et pédagogiques pour petits et grands, mais aussi un mur des engagements citoyens et un quiz interactif. L'objectif est clair : sensibiliser à une consommation plus responsable tout en

offrant un moment convivial. Le point d'orgue de la matinée est attendu à 11h avec un défilé de mode éthique, en présence de Miss Soignies Haute-Senne et de ses dauphines. Ce moment sera suivi d'un temps officiel mettant à l'honneur les initiatives locales en faveur d'un commerce plus juste. Une animation musicale à l'accordéon viendra également rythmer l'événement. Comme le souligne la Ville de Soignies, il s'agit d'« un rendez-vous festif et inspirant pour célébrer ensemble un commerce plus juste, durable et solidaire ».

L'événement est gratuit et ouvert à tous. Les animations se dérouleront en continu de 9h à 13h, avec une clôture prévue à 13h. ■

Prix, arnaques, achats en ligne : ce qui pèse vraiment sur le portefeuille des Belges

Entre hausse des prix alimentaires, explosion des arnaques et plaintes liées aux achats en ligne, le consommateur belge reste sous pression. Le SPF Économie dresse le bilan de 2025.

DIDIER SWYSEN

La protection des consommateurs est au cœur de la première édition du « Belgian Consumer Protection Overview » que le SPF Économie a publié ce jeudi. En voici les principales observations.

Plaintes des consommateurs en hausse de 17 % en 2025. Plus de 33.000 plaintes enregistrées concernant des tromperies, fraudes et escroqueries, ainsi que 5.580 dénonçant des produits et services dangereux. Les fausses boutiques en ligne restent le principal problème (6.115 signalements), devant les appels téléphoniques indésirables (4.863 signalements). Mention spéciale aux pièges à l'abonnement qui explosent (on est passé de 166 signalements en 2024 à 993 en 2025) : un consommateur pense payer un service ponctuel, mais se retrouve lié à un abonnement mensuel avec prélèvement automatique.

Les arnaques coûtent beaucoup plus cher. « L'an dernier, 10.769 signalements concernaient la fraude à la consommation. C'est un peu moins qu'en 2024, mais les pertes déclarées ont plus que doublé :

de 40.000 victimes ont perdu au total 112 millions. Le commerce électronique concentre une grande partie des difficultés : 75 % des Belges achètent régulièrement en ligne, mais les contrôles montrent de



« Il y a eu un peu moins de fraude à la consommation qu'en 2024, mais les pertes déclarées ont plus que doublé : 32 millions d'euros, contre 14 millions un an plus tôt »

Etienne Mignolet
SPF ÉCONOMIE

nombreuses lacunes liées aux infos obligatoires avant l'achat, au droit de rétractation, à la garantie ou aux mo-

vez des produits venus de pays éloignés, souvent de qualité décevante. Le SPF Économie a rendu inaccessibles 1.284 noms de domaine frauduleux ou illégaux.

Les contrôles menés sur les produits vendus en ligne révèlent des manquements massifs. « Sur 558 appareils électroniques contrôlés, seuls... 2 étaient pleinement conformes administrativement », reprend M. Mignolet. « La moitié présentait un marquage CE absent ou incorrect. Plus de 40 % n'indiquaient pas correctement le fabricant ou ne fournissaient pas les instructions de sécurité nécessaires. » Quant aux articles pour enfants, sur 56 produits contrôlés en ligne, 39 étaient non conformes (près de 70 %).

Le logement reste, de loin, le premier poste de dépense des ménages. En 2024, la catégorie « logement, eau et énergie » représentait 30,6 % du budget total, un niveau quasi identique à celui de 2022. Les Belges consacrent davantage d'argent à leurs déplacements et loisirs (de 10,8 % à 11,7 %) ; la restauration et l'hôtellerie progressent également (de 7 % à 7,3 %), tandis que la culture

TOP 5 DES PRODUITS QUI ONT LE PLUS DIMINUÉ EN 5 ANS



Équipements audio/vidéo

-39%



Smartphones

-34%



PC portables et tablettes

-23%



Télécoms

-22%



Machines à laver

-7%

TOP 5 DES PRODUITS QUI ONT LE PLUS AUGMENTÉ EN 5 ANS



32 millions d'euros, contre 14 millions un an plus tôt», précise Etienne Mignolet, du SPF Économie. « Depuis 2021, près

de 30 millions de consommateurs ont opté pour la livraison à domicile. Le dropshipping reste dans le viseur : vous croyez acheter auprès d'un magasin local, mais rece-

vez les biens en réalité en provenance de Chine et les loisirs atteignent 7,9 %. À l'inverse, les vêtements et chaussures pèsent moins dans le budget (3,7 % en 2024, contre 4,6 % en 2018). Un ménage a dépensé, en moyenne, 1.227€ en télécoms en 2024 (1.152€ en 2022). Les assurances sont passées de 2.218 à 2.459€ par an.

Les prix alimentaires ont fortement grimpé. Entre 2021 et 2025, les denrées alimentaires ont augmenté de 29,6 % (+56 % pour le beurre, +48 % pour les œufs, +42 % pour les fromages, etc.) L'énergie reste aussi sous pression. Le mazout a augmenté de 62 % entre 2021 et 2025, le gaz naturel de 54 %, les combustibles solides de 40 % et l'électricité de 28 %.



Huiles végétales

+76%



Tabac (hors cigarettes*)

+71%



Carburants liquides (mazout)

+62%



Crustacés

+58%



Beurre

+56%

*Cigarettes (+51%)

SUDINFO

Les baisses d'impôts promises par l'Arizona en danger à cause du déficit ?

Promesse phare du gouvernement, la baisse de la fiscalité sur le travail prévue en fin de législature semble contradictoire avec l'impératif de juguler le déficit budgétaire que rappelle sans cesse Bart De Wever.

NATHAN DELIE

En matière économique, il n'y a pas 36 manières de faire baisser une dette. À vrai dire, il n'en existe a priori que cinq. La première est illusoire, puisqu'il s'agit de ne pas rembourser ses créanciers, et de perdre en conséquence toute crédibilité sur la scène internationale.

La seconde, compter sur l'inflation, n'est pas vraiment à la main du gouvernement, étant donné que sa régulation constitue une prérogative de la Banque centrale européenne. Restent donc trois options, plus sérieuses : vendre des participations de l'État dans des entreprises, augmenter les impôts ou diminuer les dépenses publiques.

Lors de sa constitution début février 2025, la coalition Arizona que dirige Bart De Wever avait plutôt donné le sentiment d'écarter la seconde possibilité, ne comptant sur le levier fiscal que pour ali-

menter un neuvième de l'immense effort budgétaire à consentir lors de cette législature.

Au surplus, le gouvernement indiquait même vouloir mettre en place une diminution des impôts pesant sur le travail via la hausse de la

”
« Les responsables politiques doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas aujourd'hui réduire les impôts ni engager des dépenses supplémentaires »

Koen Algoed

PATRON DU DÉPARTEMENT FLAMAND DES FINANCES ET DU BUDGET

quotité exemptée d'impôts, soit la première tranche de revenus sur laquelle un contribuable ne paie aucun impôt. Bart De Wever avait



La réforme est aujourd'hui jugée difficilement tenable par plusieurs économistes. © Montage SI (News, Belga)

évoqué un gain de 1.000 euros par an et par travailleur à terme.

UNE MAUVAISE IDÉE ?

Censée intervenir en 2029 et en 2030, cette réforme est aujourd'hui jugée difficilement tenable par plusieurs économistes, qui considèrent le contexte budgétaire trop critique pour mettre en œuvre une mesure aussi coûteuse pour l'État. « Les responsables politiques doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas aujourd'hui réduire les impôts ni engager des dépenses supplémentaires. Nous n'avons tout simplement pas l'argent

pour cela », soulignait d'ailleurs cette semaine Koen Algoed, le patron du département flamand des Finances et du Budget, jugé proche de la N-VA, dans une interview à l'hebdomadaire Knack.

« Il m'a toujours semblé qu'une baisse d'impôts serait extrêmement difficile à tenir parce qu'on ne peut pas à la fois diminuer le déficit budgétaire et faire baisser les impôts », abonde Bruno Colmant, interrogé par nos soins à ce sujet.

S'il n'exclut pas des ajustements à la marge, le membre de l'Académie royale de Belgique anticipe dès lors « une situation où la fiscalité va

baisser beaucoup moins que l'on ne l'imagine, ce qui va créer de la déception ».

L'économiste, selon qui « il reste très peu de marge de manœuvre pour le gouvernement », juge par ailleurs aveugle la hausse de la quotité exemptée d'impôts, dans la mesure où elle s'applique de la même manière pour les hauts et les bas revenus.

« Ce qu'on veut éviter, c'est le piège à l'emploi en étant trop vite taxés. C'est tout à fait légitime d'un point de vue social. Mais le problème, c'est que ça va créer un effet d'aubaine pour ceux qui n'en ont pas réellement besoin », conclut l'intellectuel. ■

LE SOIR

La Libre BELGIQUE

Les économies promises sur les malades de longue durée déraillent

■ Un document budgétaire déposé à la Chambre révèle un retard très significatif.

À l'automne dernier, le ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke (Vooruit) promettait que son plan "Terug naar werk" (retour au travail) permettrait de générer près de 1,9 milliard d'euros d'économies à l'horizon 2029. Un chiffre considérable: à lui seul, il représentait près d'un quart de l'effort budgétaire structurel exigé par les règles européennes.

Mais dans les nouvelles projections budgétaires figurant dans les documents parlementaires du 30 avril, les gains attendus ont été revus à la baisse. Le tableau figurant en page 7 du rapport budgétaire (2026) fait apparaître un manque à gagner de 165 millions d'euros en 2029 par rapport aux objectifs annoncés initialement (et de 166 millions en 2027, par exemple).

Mesures prises en retard

Le cabinet du ministre des Affaires sociales (Vooruit) invoque un décalage dans le calendrier des réformes. "Il y a différentes mesures qui seront prises plus tard que prévu. La vitesse de

croisière des économies réalisées se concrétise donc plus tard", explique-t-il. Sont notamment cités les nouveaux mécanismes d'évaluation de l'invalidité ou encore la responsabilisation financière accrue des employeurs.

Cette correction peut sembler limitée au regard des masses budgétaires de la sécurité sociale. Elle n'en constitue pas moins un signal politique préoccupant pour le gouvernement de Bart De Wever (N-VA), engagé dans une course contre la montre budgétaire. Car l'exécutif fédéral devra encore trouver "minimum minimum" cinq milliards d'euros d'ici le 21 juillet afin de maintenir la trajectoire exigée par la Commission européenne d'ici 2029.

Une priorité, pourtant

Or, les malades de longue durée constituaient précisément l'un des principaux gisements d'économies avancés par la majorité. Face au refus du MR de nouvelles hausses d'impôts et à l'hostilité d'une partie de la coalition à toute taxation du patrimoine, la réduction des dépenses so-

ciales est devenue un axe central de la stratégie budgétaire du gouvernement.

Le dossier est d'autant plus sensible que le nombre de personnes en invalidité continue d'augmenter, même si c'est à un rythme moins soutenu.

Le gouvernement comptait sur près de 1,9 milliard d'euros d'ici 2029 d'économies grâce à la réactivation des malades de longue durée.

Selon les dernières statistiques de l'Inami, plus de 526 000 personnes étaient reconnues en invalidité en Belgique en 2023. Pour 2025, il n'existe pas encore, à ce stade, de chiffre annuel consolidé officiel pour l'ensemble de l'année mais plusieurs sources et projections évoquent désormais 540 000 à 550 000 fin 2024-début 2025, avec une trajectoire de près de 600 000 à l'horizon 2030. Le coût total des indemnités pourrait donc approcher les dix-huit milliards d'euros à l'horizon 2030.

Dans ce contexte, la majorité a progressivement durci son discours. Ces derniers mois, la N-VA et le MR ont multiplié les critiques contre les mutualités, accusées de laxisme dans le contrôle des invalidités. La révélation d'un rapport interne de l'Inami datant de 2020 (méthodologiquement contesté mais concluant que 59 % des

invalides contrôlés étaient aptes à reprendre au moins partiellement le travail) a encore récemment alimenté la pression politique autour du dossier.

Complexité à tous les étages

Mais transformer ces ambitions politiques en économies réelles s'avère plus complexe. Le système souffre d'un manque chronique de médecins-conseils tandis que la réintégration des malades de longue durée dépend largement de facteurs structurels: pénibilité du travail, santé mentale, vieillissement de la population ou encore conditions de travail. "Le gouvernement se heurte à la principale faiblesse de sa stratégie: les économies les plus ambitieuses sont aussi les plus incertaines", lance une de nos sources. "Pour être honnête, on s'attendait à ce que l'économie réalisée soit encore plus faible", lance une autre source, de la majorité.

Alors que les recettes fiscales déçoivent déjà, ce retard dans les gains attendus sur les malades de longue durée ajoute une pression supplémentaire sur une coalition contrainte de présenter rapidement des comptes crédibles en juillet. Pour Bart De Wever, cette énième fissure dans l'édifice budgétaire tombe au plus mauvais moment.

François Mathieu

